

Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1974)**

Heft 271

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Etat et le lobby pétrolier

Les filiales suisses des sociétés pétrolières multinationales ne se sont pas ennuyées en 1973 et au début 1974.

M. Tapernoux, PDG de Total, dans une récente conférence, concédait deux aveux.

Premier aveu. Le blocage, pendant de longs mois, du prix de l'essence par M. Schürmann a poussé les compagnies qui, c'est un postulat, considèrent que leurs bénéfices doivent faire le plein, à hausser considérablement le prix de l'huile de chauffage; il en est résulté un déplacement des charges, au profit des automobilistes, sur toutes les catégories de la population, y compris les plus modestes.

Deuxième aveu. Depuis, l'ajustement du prix de l'essence est intervenu: il est correct, « trop correct », M. Tapernoux dit. Il faut entendre par là qu'il a été calculé pour permettre aux compagnies indépendantes (c'est-à-dire hors cartels, le cartel des pétroliers étant ainsi officialisé) de survivre. Avec de tels prix, les grands trouvent un bénéfice supplémentaire. Cette rente est d'ailleurs un phénomène bien connu de l'économie capitaliste.

L'actualité tourne vite; les élections françaises retiennent l'attention; et l'on oublie déjà que le quadruplement du prix du pétrole représente la plus formidable redistribution des revenus nationaux qui ait jamais existé. Et pourtant les difficultés italiennes font partie aussi de l'actualité. Devant le déficit de sa balance commerciale, l'Italie casse les exportations de ses partenaires. On peut imaginer à partir de là des réactions en chaîne. Les pays les plus pauvres du tiers monde sont, eux, quasi acculés à la faillite.

Mais les pays producteurs du brut, dont plusieurs, mais pas tous, peuvent faire valoir des besoins nationaux légitimes, ne sont pas les seuls bénéficiaires.

Les grandes sociétés ne cachent pas que leurs bénéfices, à elles aussi, ont triplé. Et elles donnent pour justification le fait qu'elles réinvestissent le 90 % de ces bénéfices dans la prospection, dans la recherche de nouvelles sources d'énergie, dans la construction nucléaire, etc.

En un mot, elles opèrent, d'autorité, un prélèvement fantastique sur les consommateurs afin de diversifier et de renforcer leur monopole. Nous payons tous pour que les pétroliers demeurent, quand le pétrole ne coulera plus, les maîtres de la production d'énergie.

Le consentement des Etats nationaux est une défaite humiliante. Les pays producteurs, forts d'une indépendance nationale récente, ont osé et su mettre en échec les plus formidables puissances commerciales du monde, peut-être parce que leur pauvreté les rendait moins vulnérables. Mais l'Europe accepte de subir et tolère que chaque consommateur paie bon prix non seulement pour le maintien du bénéfice d'Esso ou Shell, mais qu'il acquitte encore une formidable surtaxe destinée à rendre perpétuelle la rente des actuels détenteurs de l'énergie.

Ils sont où, les nationalistes de la défense totale ? Leur conception de l'indépendance nationale se limite-t-elle à la constitution de réserves de guerre ?

DANS CE NUMÉRO

P. 2: Faire sauter le réduit des pacifistes; p. 3: Valais: Nos pics sourcilleux, nos vertes campagnes et nos champs de tir; pp. 4/5: Mieux répartir la manne fédérale, c'est bien. Préparer l'université suisse, c'est mieux; pp. 5/6: Réforme scolaire: syndicalisme d'abord !; p. 7: Nestlé, l'aide au développement et la participation — Montreurs de marionnettes à Budapest; p. 8: Le carnet de Jean-Louis Cornuz: Haro sur l'enseignement — La semaine dans les kiosques alémaniques: Au Tessin aussi.

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 271 9 mai 1974

Onzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1974: 21 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:

Gabrielle Antille
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
Claude Droz
Jean-Claude Favez
Yvette Montangero

271

Domaine public